

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29389]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 20 et 87, § 1^{er};

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, le titre VI, modifié en dernier lieu par le décret du 29 novembre 2012 et l'article 44 complété par le décret du 29 novembre 2012;

Vu l'avis n° 141 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 3 février 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2014;

Vu l'avis n° 55.937/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'importance de favoriser l'accès des jeunes en danger, en difficulté ou ayant commis un fait qualifié infraction, à l'aide spécialisée visée par le décret du 4 mars 1991, la loi du 8 avril 1965 et l'ordonnance du 29 avril 2004;

Considérant la nécessité d'organiser au mieux l'utilisation de l'offre de prise en charge au sein des services agréés;

Sur la proposition de la Ministre de la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre :

1° autorité mandante : le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou l'instance judiciaire compétente selon qu'elle intervient dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

2° Ministre : le Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

3° services agréés : les services agréés par l'aide à la jeunesse qui collaborent à l'application du décret ou qui contribuent à l'encadrement de mesures de protection de la jeunesse en vertu de l'article 1^{er}, 14°, du décret;

4° institution publique : l'institution publique de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé de la Communauté française;

5° S.A.M.I.O. : les sections éducatives visées à l'article 33bis du décret;

6° C.I.O.C. : Cellule d'Information, d'Orientation et de Coordination;

7° comité : comité de concertation;

8° conseil communautaire : le conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;

9° administration compétente : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

10° Centre fédéral fermé : le Centre fédéral fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction visé par la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;

11° décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. ».

Art. 2. L'article 2 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Il est institué une Cellule d'Information, d'Orientation et de Coordination au sein de l'administration compétente. ».

Art. 3. L'article 3 est modifié comme suit :

1° le 1° est remplacé par « 1° de recueillir des données relatives à la situation des prises en charge disponibles et en cours dans les institutions publiques, le Centre fédéral fermé, les S.A.M.I.O et les services agréés qui conformément à leur projet pédagogique mettent en œuvre un dispositif d'urgence; »;

2° le 2° est remplacé par « 2° de donner les informations nécessaires aux autorités mandantes pour la recherche d'une prise en charge au sein d'une institution publique, du Centre fédéral fermé, d'une S.A.M.I.O. ou d'un service agréé visé au 1°; »;

3° le 4° est remplacé par « 4° de faciliter les relations entre les autorités mandantes et les institutions publiques, le Centre fédéral fermé, les S.A.M.I.O. et les services agréés visés au 1° dans le cadre de la recherche de prises en charge; »;

4° le 7° est remplacé par « 7° de participer à la coordination des différentes bases de données concernant les jeunes pris en charge par les institutions publiques, le Centre fédéral fermé, les S.A.M.I.O. et les services agréés visés au 1°; »;

5° le 8° est remplacé par « 8° de fournir à sa hiérarchie des éléments sur la manière dont les institutions publiques, le Centre fédéral fermé, les S.A.M.I.O., les services agréés visés au 1° et les autorités mandantes collaborent avec la C.I.O.C., et sur les éventuels dysfonctionnements constatés ».

Art. 4. L'article 4, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les institutions publiques, le directeur communautaire désigné par la Communauté française et compétent pour l'encadrement pédagogique des jeunes placés dans la section francophone du centre fédéral fermé, les S.A.M.I.O. et les services agréés visés à l'article 3, 1^o, transmettent à la C.I.O.C. les données relatives aux prises en charge disponibles et en cours, conformément aux modalités définies par le Ministre. ».

Art. 5. L'article 5 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Annuellement, l'administration compétente adresse au conseil communautaire un rapport sur l'exercice des missions de la C.I.O.C. telles qu'énumérées à l'article 3. ».

Art. 6. Un chapitre II/1 est inséré, comportant les articles 5/1 à 5/6, rédigé comme suit :

« CHAPITRE II/1- La capacité réservée et la capacité commune.

Art. 5/1.- § 1^{er}. Une capacité réservée de prise en charge de jeunes est attribuée aux autorités mandantes d'un même service d'aide à la jeunesse, de protection judiciaire ou d'un tribunal de la jeunesse.

§ 2. La capacité réservée se définit comme un nombre fixé de prises en charge de différents types à la disposition exclusive des autorités mandantes d'un même service d'aide à la jeunesse, de protection judiciaire ou d'un tribunal de la jeunesse. Cette capacité se répartit au sein de différents services agréés.

§ 3. La capacité de prise en charge des services agréés qui n'est pas réservée est commune et accessible à l'ensemble des autorités mandantes.

§ 4. Les capacités réservées et les capacités communes sont arrêtées par le ministre chaque année, sur proposition de l'administration compétente, et qui tient compte des nouveaux agréments, des modifications d'agréments et des modifications de capacités agréées et subventionnées des services agréés.

L'évolution de la capacité réservée s'inscrit dans les principes suivants :

- les principes de programmation visés à l'article 43bis du décret;
- les principes de déjudiciarisation et de subsidiarité de l'aide contrainte par rapport à l'aide volontaire visés au 3^o du titre préliminaire du décret;
- une proportion minimale de 40 % de la capacité réservée de chaque catégorie de prise en charge, au sein de chaque arrondissement, sera attribuée en vue de la mise en œuvre des décisions prises en application de l'article 36 du décret.

Art. 5/2.- Au plus tard pour le 30 octobre 2015 et ensuite tous les ans, l'administration compétente procède à une évaluation de l'utilisation de la capacité réservée visée à l'article 5bis en collaboration avec les autorités mandantes et les services agréés. L'administration compétente, les autorités mandantes et les services agréés définissent préalablement les objectifs et les critères de cette évaluation. L'évaluation examine notamment :

- l'adéquation des capacités réservées aux principes de programmation visés à l'article 43bis du décret, compte-tenu de la localisation des services agréés existants;
- l'adéquation aux principes de déjudiciarisation et de subsidiarité visés au 3^o du titre préliminaire du décret;
- la hauteur du taux d'occupation annuel des prises en charge au sein de chacune des capacités réservées;
- le respect des projets pédagogiques des services agréés;
- les délais de mise en œuvre des décisions des autorités mandantes;
- le nombre et la nature des décisions qui n'ont pas pu être mises en œuvre;
- l'adéquation de la répartition des capacités réservées au sein des services agréés.

Art. 5/3.- Les services d'aide à la jeunesse et les services de protection judiciaire recensent les délais de mise en œuvre des décisions et les décisions qui n'ont pas pu être mises en œuvre faute de prise en charge disponible, selon les modalités déterminées par le ministre.

Ils transmettent ce recensement à l'administration compétente avant le 30 avril de chaque année.

L'administration compétente en tient compte dans l'évaluation visée à l'article 5ter.

Art. 5/4.- Les services agréés visés à l'article 5bis, § 2, informent une fois par mois, selon les modalités fixées par le Ministre, les autorités mandantes concernées, de l'utilisation effective des prises en charge. En outre, les services agréés informent systématiquement et dès que possible les autorités mandantes des mandats qui vont prendre fin.

Art. 5/5.- Annuellement, l'administration compétente adresse au Ministre et au conseil communautaire un rapport relatif à l'évaluation visée à l'article 5ter.

Art. 5/6.- Lorsque de désaccords récurrents entre une autorité mandante et un service agréé interviennent sur l'acceptation de missions conformément à l'article 1, 11^o, de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les parties peuvent saisir l'administration compétente qui a le pouvoir de déléguer les fonctionnaires visés à l'article 52 du décret. ».

Art. 7. Le titre du chapitre III est remplacé par le titre suivant :

« CHAPITRE III. - Le comité de concertation entre les magistrats de la jeunesse et les conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse, l'administration compétente et les services agréés. ».

Art. 8. L'article 6 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Il est institué, au sein de l'administration compétente, un comité de concertation entre les magistrats de la jeunesse, les conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse, l'administration compétente et les services agréés. ».

Art. 9. A l'article 7, alinéa 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 1^o, les mots « la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse » sont remplacés par les mots « l'administration compétente »;

2^o au point 6^o, les mots « les directeurs des I.P.P.J et le directeur pédagogique francophone du Centre de placement provisoire pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction » sont remplacés par les mots « les directeurs des institutions publiques et le directeur pédagogique du Centre fédéral fermé »;

3° au point 10°, les mots «le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions ou son représentant » sont remplacés par les mots « le ministre ou son représentant ».

Art. 10. L'article 8 est remplacé par ce qui suit :

« Art.8. Le comité a pour mission d'assurer la concertation et la collaboration entre les autorités mandantes, l'administration compétente et les services agréés. ».

Art. 11. L'article 13, alinéa 3, de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est abrogé.

Art. 12. Le ministre qui a l'Aide à la Jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29389]

8 MEI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, titel VI, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 november 2012, en artikel 44, aangevuld bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het advies nr. 141 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 3 februari 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 55.937/4 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het belangrijk is de toegang van jongeren die in gevaar of in moeilijkheden verkeren of die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, tot de gespecialiseerde hulpverlening bedoeld bij het decreet van 4 maart 1991, de wet van 8 april 1965 en de ordonnantie van 29 april 2004, makkelijker te maken;

Overwegende dat het aanbod inzake opvang binnen de erkende diensten zo goed mogelijk moet worden georganiseerd;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd wordt vervangen als volgt :

“Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan :

Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° opdrachtgevende overheid : de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de gerechtelijke instantie die bevoegd is op grond van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren of de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

2° Minister : de Minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd en de Jeugdbescherming;

3° erkende diensten : de door de hulpverlening aan de jeugd erkende diensten die bijdragen tot de toepassing van het decreet of die bijdragen tot de begeleiding van maatregelen tot jeugdbescherming krachtens artikel 1, 14° van het decreet;

4° overheidsinstelling : de overheidsinstelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap;

5° S.A.M.I.O. (Afdeling voor intensieve begeleiding en motivatie en voor observatie) : de opvoedingsafdeling bedoeld bij artikel 33bis van het decreet;

6° C.I.O.C. : de Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatiecel;

7° Comité : het Overlegcomité;

8° Gemeenschapsraad : de gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de Jeugd;

9° bevoegd bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming;

10° gesloten federaal centrum : het gesloten federaal centrum voor de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd bedoeld bij de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

11° decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.”.

Art. 2. Artikel 2 wordt vervangen als volgt :

“Art. 2. Er wordt een Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatieceel opgericht binnen het bevoegde bestuur.”.

Art. 3. Artikel 3 wordt gewijzigd als volgt :

1° 1° wordt vervangen door “1° gegevens in te zamelen betreffende de toestand van de beschikbare en aan de gang zijnde opnames in de overheidsinstellingen, het gesloten centrum, de afdelingen voor intensieve begeleiding en motivatie en voor observatie en de erkende diensten die overeenkomstig hun pedagogische project een dringend stelsel invoeren;”;

2° 2° wordt vervangen door “2° informatie te geven die nodig is voor de opdrachtgevende overheden voor het zoeken naar een opvangmogelijkheid binnen een overheidsinstelling, het gesloten federaal centrum, een afdeling voor intensieve begeleiding en motivatie en voor observatie of een erkende dienst bedoeld bij 1°;”;

3° 4° wordt vervangen door “4° de betrekkingen tussen de opdrachtgevende overheden en de overheidsinstellingen, het gesloten federaal centrum, de afdelingen voor intensieve begeleiding en motivatie en voor observatie en de erkende diensten te vergemakkelijken in het kader van het zoeken naar opvangmogelijkheden;

4° 7° wordt vervangen door “7° deel te nemen aan de coördinatie van de verschillende databanken betreffende jongeren die worden opgevangen of begeleid door de overheidsinstellingen, het gesloten federaal centrum, de afdelingen voor intensieve begeleiding en motivatie en voor observatie en de erkende diensten bedoeld bij 1°;”;

5° 8° wordt vervangen door “8° elementen te geven aan zijn hiërarchie over de manier waarop de overheidsinstellingen, het gesloten federaal centrum, de afdelingen voor intensieve begeleiding en motivatie en voor observatie en de erkende diensten en de opdrachtgevende overheden met de Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatieceel samenwerken en over de mogelijke vastgestelde dysfuncties”.

Art. 4. Artikel 4, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

“De overheidsinstellingen, de Gemeenschapsdirecteur die door de Franse Gemeenschap wordt aangewezen en die bevoegd is voor de pedagogische begeleiding van jongeren die worden opgenomen in de Franstalige afdeling van het gesloten federaal centrum , de afdelingen voor intensieve begeleiding en motivatie en voor observatie en de erkende diensten bedoeld bij artikel 3, 1°, moeten de Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatieceel de gegevens verschaffen in verband met de beschikbare en lopende opnames overeenkomstig door de Minister nader te bepalen regels;”.

Art. 5. Artikel 5 wordt vervangen als volgt :

“Art. 5. Elk jaar bezorgt het bevoegde bestuur de Gemeenschapsraad een verslag over de uitoefening van de opdrachten van de Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatieceel, zoals opgesomd in artikel 3.

Art. 6. Er wordt een hoofdstuk II/1 , dat de artikelen 5/1 tot 5/6 inhoudt, ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk II/1. Gereserveerde capaciteit en gemeenschappelijke capaciteit.

Art. 5/1.- § 1. Er wordt een gereserveerde capaciteit voor het opvangen van jongeren toegekend aan de opdrachtgevende overheden van één zelfde dienst voor hulpverlening aan de jeugd, rechterlijke bescherming of van een jeugdrechtbank.

§ 2. De gereserveerde capaciteit wordt bepaald als een vastgesteld aantal opvangmogelijkheden van verschillende typen die uitsluitend ter beschikking staan van de opdrachtgevende overheden van één zelfde dienst voor hulpverlening aan de jeugd, gerechtelijke bescherming of een jeugdrechtbank. Die capaciteit wordt verdeeld over verschillende erkende diensten.

§ 3. De niet gereserveerde opvangcapaciteit van de erkende diensten is gemeenschappelijk en toegankelijk voor het geheel van de opdrachtgevende overheden.

§ 4. De gereserveerde capaciteit en de gemeenschappelijke capaciteit worden elk jaar door de minister vastgesteld, op de voordracht van het bevoegde bestuur, rekening houdend met de nieuwe erkenningen, de erkenningswijzigingen en de wijziging van de erkende gesubsidieerde capaciteiten van de erkende diensten.

De evolutie van de gereserveerde capaciteit geschiedt met inachtneming van de volgende beginselen :

- de programmatiebeginselen bedoeld in artikel 43bis van het decreet;
- de beginselen van onttrekking aan de gerechtelijke macht en subsidiariteit van de afdwingbare hulpverlening tegenover de vrijwillige hulpverlening, zoals bedoeld bij 3° van de inleidende titel van het decreet
- minstens 40 % van de gereserveerde capaciteit van elke categorie van opvang binnen elk arrondissement zal worden toegewezen voor de uitvoering van de beslissingen die met toepassing van artikel 36 van het decreet worden genomen.

Art. 5/2. Uiterlijk voor 30 oktober 2015, en vervolgens elk jaar, evalueert het bevoegde bestuur het gebruik van de gereserveerde capaciteit bedoeld bij artikel 5bis, met de medewerking van de opdrachtgevende overheden en de erkende diensten. Het bevoegde bestuur, de opdrachtgevende overheden en de erkende diensten bepalen de doelstellingen en de criteria voor die evaluatie vooraf. De evaluatie heeft inzonderheid betrekking op :

- de overeenstemming tussen de gereserveerde capaciteiten en de programmatiebeginselen bedoeld bij artikel 43 bis van het decreet;
- de beginselen van onttrekking aan de gerechtelijke macht en subsidiariteit, bedoeld in 3° van de inleidende titel van het decreet;
- het jaarlijkse percentage van de bezetting voor de opvang binnen elk van de gereserveerde capaciteiten;
- de naleving van de pedagogische projecten van de erkende diensten;
- de termijn voor de uitvoering van de beslissingen van de opdrachtgevende overheden;
- het aantal en de aard van de beslissingen die niet konden worden uitgevoerd;
- de verdeling van de gereserveerde capaciteiten binnen de erkende diensten.

Art. 5/3. De diensten voor hulpverlening aan de jeugd en de diensten voor gerechtelijke bescherming tellen de termijnen voor de uitvoering van de beslissingen en de beslissingen die niet konden worden uitgevoerd bij gebrek aan opvangmogelijkheden, volgens door de minister nader te bepalen regels.

Ze delen die telling mee aan het bevoegde bestuur vóór 30 april van elk jaar.

Het bevoegde bestuur houdt daar rekening mee bij de in artikel 5 ter bedoelde evaluatie.

Art. 5/4. De in artikel 5bis, § 2 erkende diensten informeren één keer per maand, volgens door de minister nader te bepalen regels, de betrokken opdrachtgevende overheden over de realiteit van de opvang. De erkende diensten informeren bovendien systematisch, en zodra dit mogelijk is, de opdrachtgevende overheden over de opdrachten die zullen eindigen.

Art. 5/5. Jaarlijks deelt het bevoegde bestuur aan de minister en aan de Gemeenschapsraad een verslag over de in artikel 5ter bedoelde evaluatie mee.

Art. 5/6. Wanneer een opdrachtgevende overheid en een erkende dienst het voortdurend niet eens zijn over de aanvaarding van opdrachten overeenkomstig artikel 1, 11°, van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, kunnen de partijen de zaak voorleggen aan het bevoegde bestuur, dat bevoegd is om de in artikel 52 van het decreet bedoelde ambtenaren te delegeren.”.

Art. 7. Het opschrift van hoofdstuk III wordt vervangen als volgt : “Hoofdstuk III. Comité voor overleg tussen de jeugdmagistraten, de adviseurs en directeurs van hulpverlening aan de jeugd, het bevoegde bestuur en de erkende diensten. ».

Art. 8. Artikel 6 wordt vervangen als volgt :

“Art. 6. Er wordt binnen het bevoegde bestuur een comité opgericht voor het overleg tussen de jeugdmagistraten, de adviseurs en directeurs van hulpverlening aan de jeugd, het bevoegde bestuur en de erkende diensten.”.

Art. 9. In artikel 7, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, worden de woorden “Algemene Directie voor Hulpverlening aan de Jeugd” vervangen door de woorden “het bevoegde bestuur”;

2° in punt 6°, worden de woorden “de directeurs van de I.P.P.’s en de Franstalige pedagogische directeur van het Centrum voor de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd » vervangen door de woorden « de directeurs van de overheidsinstellingen en de pedagogische directeur van het gesloten federaal centrum »;

3° in punt 10°, worden de woorden « de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd of zijn vertegenwoordiger » vervangen door de woorden « de minister of diens vertegenwoordiger ».

Art. 10. Artikel 8 wordt vervangen als volgt : “Art. 8. Het Comité heeft als opdracht voor het overleg en de samenwerking te zorgen tussen de opdrachtgevende overheden, het bevoegde bestuur en de erkende diensten.”.

Art. 11. Artikel 13, derde lid, van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd wordt opgeheven.

Art. 12. De minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd en de Jeugdbescherming wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-President,
R.DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTTEBROECK

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2014/204328]

5. MAI 2014 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 Absatz 1 des Dekrets vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch das Dekret vom 27. April 2009, wird wie folgt abgeändert:

1. Nummer 1 wird wie folgt ersetzt:

“1. Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nummer 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, nachstehend das Sondergesetz genannt, begrenzt auf die Zusammensetzung, Organisation, Befugnis und Arbeitsweise der kommunalen Einrichtungen;

1.1 Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nummer 4 des Sondergesetzes, begrenzt auf die Wahl der kommunalen und intrakommunalen Organe, einschließlich der Kontrolle der damit verbundenen Wahlausgaben und der Herkunft der dafür verwendeten Gelder;

1.2 Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nummer 5 des Sondergesetzes;

1.3 Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nummer 6 des Sondergesetzes;“

2. Folgende Nummer 2.1 wird eingefügt:

“2.1 Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nummer 8 des Sondergesetzes, begrenzt auf die Vereinigungen von Gemeinden zum Nutzen der Allgemeinheit, die ausschließlich aus Gemeinden des deutschen Sprachgebiets bestehen;“

3. Folgende Nummer 4.1 wird eingefügt:

“4.1 Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nummer 11 des Sondergesetzes;“

4. In Nummer 5 wird die Wortfolge “sowie die in Artikel 41 der Verfassung erwähnten intrakommunalen territorialen Organe” zwischen die Wortfolge “die Gemeinden” und die Wortfolge “und die Mehrgemeindepolizeizonen” eingefügt und die Wortfolge “, die Hilfeleistungszonen” zwischen die Wortfolge “und die Mehrgemeindepolizeizonen” und die Wortfolge “sowie die Interkommunalen” eingefügt.

Art. 2 - In dasselbe Dekret wird folgender Artikel 3.1 eingefügt:

“Art. 3.1 - Bezüglich der Übertragung der Ausübung der Zuständigkeiten, auf die sich Artikel 1 bezieht, wird in den Haushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2015 eine zusätzliche Dotation eingetragen, die der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewährt wird, um die Prämien für Laufbahnunterbrechungen des Personals dieser untergeordneten Behörden zu decken.

Der Betrag der in Absatz 1 erwähnten zusätzlichen Dotation wird aufgrund eines gemeinsamen Beschlusses der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Diese Dotation wird ab 2016 jährlich der in Artikel 3 § 3 aufgeführten Entwicklungsrate angepasst.“

Art. 3 - In dasselbe Dekret wird folgender Artikel 4.1 eingefügt:

“Art. 4.1 - Die Finanzierung der in Artikel 3.1 erwähnten Ausgaben bleibt zulasten der Wallonischen Region, solange der Betrag der zusätzlichen Dotation nicht aufgrund eines gemeinsamen Beschlusses der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt wurde, und dies unter der Bedingung, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft keine Entscheidung trifft, die den Betrag oder die Rechte bezüglich der Prämien für Laufbahnunterbrechungen des Personals dieser untergeordneten Behörden erhöht.“

Art. 4 - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 2015 in Kraft, vorausgesetzt, ein vom Wallonischen Parlament verabschiedetes gleichlautendes Dekret tritt ebenfalls an diesem Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Eupen, den 5. Mai 2014

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden,
K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung,
O. PAASCH

Die Ministerin für Kultur, Medien und Tourismus,
I. WEYKMANS

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales,
H. MOLLERS

—
Fußnote

Sitzungsperiode 2013-2014

Nummerierte Dokumente: 222 (2013-2014) Nr. 1 Dekretentwurf + Erratum

Ausführlicher Bericht: 5. Mai 2014 - Nr. 65 Diskussion und Abstimmung

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2014/204328]

5 MAI 2014. — Décret modifiant le décret du 1^{er} juin 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés

Le Parlement de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} juin 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, modifié par le décret du 27 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1^o est remplacé par ce qui suit :

“1^o à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ci-après dénommée la loi spéciale, limité à la composition, l'organisation, la compétence et au fonctionnement des institutions communales;

1.1 à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi spéciale, limité à l'élection des organes communaux et intracommunaux, en ce compris le contrôle des dépenses électorales y afférentes et l'origine des fonds qui y ont été affectés;

1.2 à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi spéciale;

1.3 à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi spéciale;“

2^o il est inséré un 2.1, rédigé comme suit :

“2.1 à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 8^o, de la loi spéciale, limité aux associations de communes dans un but d'utilité publique composées exclusivement de communes situées sur le territoire de la région de langue allemande;“